



SPECIAL ELECTIONS 2017

SOMMAIRE

- 1) Je vole le Peuple : même pas honte !
- 2) La campagne 2017 est celle du fric...
- 3) Une bonne campagne
- 4) Si Mélenchon gagne je rentre au pays...

BONNE LECTURE

DATE
22/04/2017

LA PRESSE EN REVUE.EU

I) Fillon: une campagne entre démagogie et mensonges



© Reuters

Par Lucie Delaporte et Ellen Salvi

Le candidat de la droite a conclu vendredi sa « douloureuse » campagne sur le thème du « totalitarisme islamique », l'une de ses marottes. Empêtré dans les affaires depuis fin janvier, il a multiplié les contre-vérités et radicalisé son propos pour tenter de se maintenir dans la course. À la veille du premier tour, il est encore convaincu de créer la surprise dimanche.

Il ne manquait plus qu'un dernier cliché. Pour parfaire son image de « combattant balafre », François Fillon avait choisi de se faire photographier au pied du Mont-Blanc (Haute-Savoie), lors d'une « marche sportive » prévue ce vendredi 21 avril, avec ses plus fidèles soutiens. Mais l'atten-

at des Champs-Élysées est venu tout bousculer. En apprenant la nouvelle jeudi soir, en direct de l'émission « Quinze minutes pour convaincre » sur France 2, l'ancien premier ministre a d'abord demandé l'interruption de la campagne, précisant avoir décidé d'« annuler » son dernier déplacement avant le scrutin.

Le lendemain matin, le candidat LR s'est exprimé depuis son QG. « J'ai décidé de modifier ma dernière journée de campagne afin de témoigner de ma solidarité à l'égard de la victime et de sa famille, et plus largement, pour marquer ma pleine solidarité à l'égard de nos forces de sécurité », a-t-il indiqué, avant de dérouler son programme en matière de sécurité et de lutte contre ce qu'il qua-

ifie de « totalitarisme islamique ». « Je n'ai cessé d'alerter le gouvernement et mes compatriotes sur l'ampleur et sur la profondeur de ce totalitarisme, a-t-il ajouté. Certains n'ont semble-t-il pas encore totalement pris la mesure du mal qui nous agresse et que j'entends combattre d'une main de fer. »

La fusillade des Champs-Élysées vient tristement conclure une campagne que bon nombre d'élus de droite ont jugée « douloureuse ». Une campagne marquée par les révélations, les rebondissements judiciaires, les mises en examen de François Fillon et de son entourage, les défections et les retournements de veste. Une campagne menée au son des casseroles et du slogan « Rends l'argent », où il fut finalement très peu question du projet du candidat. Au grand dam de ce dernier, qui avait rêvé d'un tout autre scénario.

Pendant trois mois, le vainqueur de la primaire, qui avait jusqu'alors promis que jamais il ne varierait, n'a en réalité rien fait d'autre que de godailler. Et de s'adapter. À une situation d'abord, qu'il n'avait pas anticipée : celle de se retrouver au cœur des affaires. L'homme de l'ombre, celui qui avait toujours regardé passer les enquêtes visant Nicolas Sarkozy et son entourage sans jamais être inquiété, s'est laissé surprendre par la tempête. « J'étais son meilleur paratonnerre ! », a plusieurs fois confié l'ex-chef de l'État au sujet de son ancien premier ministre, selon Le Point.

Pris la main dans le sac, le député de Paris a adopté une stratégie catastrophique. Peu après les premières révélations du Canard enchaîné, ses soutiens ont commencé à parler à tort et à travers, multipliant les contre-vérités, les sous-entendus complotistes et les balbutiements de gêne. François Fillon lui-même a commis sa première erreur de communication en déclarant au JT de TF1, le 26 janvier : « Il n'y a qu'une seule chose qui m'empêcherait d'être candidat, c'est si mon honneur était atteint, si j'étais mis en examen. »

Un mois plus tard à peine, il recevait sa convocation en vue d'une mise en examen – il le sera effectivement le 14 mars pour « détournement de fonds publics, complicité et recel de détourne-

ment de fonds publics, complicité et recel de détournement de fonds publics, complicité et recel d'abus de biens sociaux, et manquement aux obligations déclaratives à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique ». S'en sont suivis cinq jours déterminants pour sa campagne et, plus largement encore, pour la droite française. À ce moment-là, bon nombre d'élus et de cadres du parti ont choisi de quitter la campagne, certains appelant explicitement au retrait de François Fillon et à son remplacement par un « plan B », lequel aurait pu être Alain Juppé si ce dernier n'avait pas renoncé.

Maintenu malgré tout, l'ancien premier ministre s'est alors arc-bouté sur ses positions, pointant du doigt la justice, mais aussi la presse. Au point d'offrir un visage parfois inquiétant. À chaque nouveau meeting du candidat, le même scénario : des journalistes sifflés, hués par les militants, voire par moments agressés physiquement. « Je condamne toutes les violences. Simplement j'invite ces journalistes à se poser la question : pourquoi est-ce que dans les meetings, il y a une crispation à leur égard ? Chacun doit se poser des questions... », s'est contenté de commenter le député de Paris au «Talk» du Figaro, le 11 avril.

Dans le même temps, il a refusé de répondre à la moindre question sur les affaires, adressant des « Allez vous faire voir » aux journalistes qui l'interrogeaient sur le sujet, ou annulant tous les entretiens qui ne répondaient pas à ses conditions. « C'est pas les médias qui décident du tempo, qui décident des questions, qui décident de la campagne », est-il allé jusqu'à confier au micro de RTL, le 20 avril, semblant oublier l'espace d'un instant la définition même de la liberté de la presse.

De fait, François Fillon paraît avoir oublié beaucoup de choses depuis quelques mois. Lui qui se réclamait d'une « éthique irréprochable » ; lui qui demandait, à la rentrée 2016 : « Qui peut imaginer le général de Gaulle mis en examen ? » ; lui qui se drapait dans ses principes, quitte à s'asseoir sur celui de la présomption d'innocence ; lui, l'ancien chevalier blanc de la droite, s'est trouvé fort dé-



Penelope et François Fillon au meeting de La Villette, le 29 janvier. © Reuters

pourvu une fois les ennuis venus. Il n'était alors plus question de « courage de la vérité », son premier slogan, mais de bons gros arrangements avec cette dernière.

De l'économique à l'identitaire

Au fur et à mesure des révélations, François Fillon s'est livré à un étrange pas de deux, consistant à crier à la « calomnie », avant de finir par reconnaître des « erreurs ». Liens de sa société 2F Conseil avec des États étrangers comme la Russie et le Liban, identité du donateur de ses costumes de luxe, dates d'embauche de sa femme à l'Assemblée nationale, nombre de « prêts » concédés par ses proches... L'ancien premier ministre, qui assurait pourtant le 6 février n'avoir « rien à cacher », ayant « toujours fait de la transparence une exigence », aura finalement menti sur à peu près tous les sujets. Et cédé, dans la dernière ligne droite, à une démagogie qui jusque-là lui répugnait.

Parti très loin dans les sondages et resté longtemps hors des radars médiatiques, le vainqueur

surprise de la primaire a longtemps mené sa campagne dans l'ombre du duel annoncé Juppé-Sarkozy. Celui qui avait vécu le quinquennat Sarkozy dans l'inconfortable position du « collaborateur », avait pour principal objectif de ne pas jouer les doublures. Miser sur la sobriété et le sérieux, pour mieux se démarquer du bling-bling de l'ex-chef de l'État, était alors sa meilleure stratégie.

Pas question de sombrer, comme en 2012, dans une campagne « identitaire » à la sauce Buisson. Courant 2016, quand Nicolas Sarkozy tente de relancer un débat poussif sur les cantines scolaires, François Fillon se gausse de ceux qui « au lieu de parler du fond du problème, [...] perdent leur sérieux en parlant de frites et de jambon ». De même promet-il alors de ne pas utiliser le joker sécuritaire brandi par l'ancien président à la moindre difficulté. « L'élection présidentielle ne peut pas se réduire aux enjeux sécuritaires pour mieux oublier les 6 millions de chômeurs et les 2 000 milliards de dettes, affirme-t-il en août 2016. Je suis candidat à l'élection présidentielle parce que je ne veux pas que mon pays soit livré aux démagogues qui ne peuvent que le conduire au désastre. »



© Reuters

Après un quinquennat Sarkozy marqué par les scandales, l'ancien premier ministre savait que son électorat voulait tourner la page. Le chômage restant la préoccupation numéro 1 des Français, Fillon l'austère ne parlera donc pratiquement que d'économie durant la campagne de la primaire, théorisant la nécessité d'un « choc libéral » pour la France.

Purge dans les dépenses publiques avec la suppression de 500 000 postes de fonctionnaires, disparition de toute durée légale du travail, allègement du code du travail, suppression de l'ISF et hausse de deux points de la TVA...

À ceux qui l'ont accusé de vouloir mettre à bas le modèle social français, il n'a cessé de répondre : « Quand on a presque 6 millions de chômeurs et 9 millions de pauvres, [...] on ne peut pas parler d'un modèle social qui fonctionne. » Le 27 novembre, alors que le duel Juppé-Sarkozy se conclut par le K-O des deux favoris, l'ancien premier ministre remporte donc la victoire. Contre toute attente et, surtout, haut la main. Dès lors, la campagne présidentielle apparaît comme un boulevard pour l'Élysée. François Fillon s'y voit déjà. Ses électeurs aussi. Et puis tout dérape.

Contrairement à ce qu'il tentera par la suite de faire croire, la dynamique de la campagne du candidat LR a commencé à s'enrayer quasiment au lendemain du 27 novembre.

Bien avant les affaires, donc. Ceux qui n'avaient jusque-là prêté qu'une oreille inattentive à son projet économique ont alors découvert le caractère explosif de certaines de ses propositions. Et sa manière un peu curieuse, déjà, de composer avec la vérité.

Passée inaperçue pendant la primaire – il n'en parlait jamais en meeting –, sa proposition de privatisation partielle de la Sécurité sociale a effrayé jusque dans sa famille politique. À l'ancienne, François Fillon a donc fait disparaître de son site mi-décembre tous les documents expliquant que l'assurance maladie devrait, à l'avenir, ne concerner que les « affections graves ou de longue durée ».

La volte-face fut spectaculaire. Empêtré dans de laborieux démentis, le député de Paris est apparu pour la première fois comme une personnalité politique étonnamment retorse. Par la suite, il modifiera également son programme pour la justice, en l'expurgeant de tout le volet « indépendance ».



Rassemblement du Trocadéro, le 5 mars. © Reuters

« La France des paysans, des cathédrales, des châteaux »

Sous la pression des affaires et contrairement à ses engagements initiaux, le candidat LR a fini par céder, comme Nicolas Sarkozy avant lui, aux sirènes du tout sécuritaire. Alors que ses déplacements étaient invariablement ponctués par des concerts de casseroles, il a accusé, début février, le gouvernement de laisser « se développer dans le pays un climat de quasi-guerre civile » et brandi, deux semaines seulement après les révélations du Canard enchaîné, la proposition d'« abaisser la majorité pénale à 16 ans ». Prémices de sa stratégie du sauve-qui-peut.

Lui qui avait juré de ne pas sombrer non plus dans les délires identitaires, s'est alors mis à parler de « racisme antifrançais », empruntant là une vieille rengaine de l'extrême droite. De même, alors que plusieurs présidents de région, à l'instar de Laurent Wauquiez en Auvergne-Rhône-Alpes, ont commencé à plaider en faveur de la « clause Molière », la maîtrise obligatoire du français sur les chantiers de construction, François Fillon, jusqu'alors plutôt nuancé sur ce type d'initiative, l'a

cette fois-ci applaudie des deux mains.

Son programme sur l'immigration (suppression de l'aide médicale d'État, délai de deux ans avant de pouvoir toucher des prestations sociales, instauration de quotas en fonction de l'origine géographique...), l'un des plus durs présentés par la droite depuis longtemps, est soudainement revenu au centre de ses discours, alors même qu'il avait très peu été mis en avant durant la primaire. «

Lorsque des gens du voyage arrivent dans une petite commune, qu'ils s'installent sur le terrain de football, alors qu'il existe une aire d'accueil à quelques centaines de mètres, qu'ils dégradent des équipements financés par le contribuable, ce n'est pas un problème de vivre-ensemble : c'est de la délinquance, et la délinquance, on la sanctionne ! », a par exemple tonné le candidat à Clermont-Ferrand.

Si elle a franchi un cap supplémentaire pendant la campagne, la « radicalisation » de François Fillon ne date pas d'hier. En septembre 2013 déjà, l'ancien premier ministre avait surpris son camp en conseillant aux électeurs UMP de voter pour « le moins sectaire » en cas de duel PS-FN aux muni-

cipales de 2014. Cette sortie ne devait pourtant rien au hasard. Elle s'inscrivait même dans la droite lignée d'une dérive entamée en 2012, lors de la campagne pour la présidence de l'UMP qui l'opposait à Jean-François Copé. Sur le fond, plus que sur la forme, comme l'expliquait à l'époque Mediapart.

Face à des supporteurs chauffés à blanc, le député de Paris s'est campé en « rebelle que le système n'arrêtera pas ». Il s'est dit « résistant » et n'a pas hésité à remercier à Ajaccio « cette armée de l'ombre qui se lève pour une France libre ». À Orléans, il est devenu la Pucelle, repoussant dédaigneusement ses juges : « À Orléans, le mot "soumission", cela fait des siècles qu'on l'ignore ! Moi non plus, je ne me soumetts pas ! Je repense à cette réplique de Jeanne d'Arc face à ses juges : "Passez outre, je vous prie !" C'est à ces mots que je pense aujourd'hui : passez outre ! » À Clermont-Ferrand, le 7 avril, c'est en « Vercingétorix » qu'il s'est métamorphosé : « Il y a quelques siècles, un rebelle gaulois, Vercingétorix, infligea une défaite magistrale à Jules César... qui était pourtant le favori des sondages ! », s'est-il exalté ce soir-là.

Le 5 mars, place du Trocadéro, il s'est encore emporté : « Vous êtes la France qui vient de loin, héritiers d'un passé toujours présent. La France des paysans, des cathédrales, des châteaux », reprenant une rhétorique particulièrement présente dans son succès de librairie Faire (éditions Albin Michel). Celui qui se targuait d'avoir « le bon sens d'un paysan sarthois » avait déjà largement développé dans ce livre le storytelling du provincial ancré dans la terre contre les élites mondialisées. « Nous sommes tous descendants d'hommes et de femmes qui ont travaillé la terre. [...] Je suis sensible à ces continuités profondes [...], à ces traditions qui sont inscrites dans notre sol et qui dépassent l'échelle de nos vies », écrivait-il.

Les mêmes arguments qui avaient servi à railler Nicolas Sarkozy et ses sorties à Disneyland ont ensuite servi à attaquer le « mondialiste » Emmanuel Macron. La France du terroir de François Fillon, comprenait-on à la lecture de Faire, est aussi une "France des clochers" : « Je suis catho-

lique. J'ai été élevé dans cette tradition et j'ai gardé cette foi », indiquait l'ancien premier ministre au tout début de son livre. Une France patriarcale, misogyne, vent debout contre le mariage gay et qui s'inquiète de la place de l'islam dans le pays. Il laissera d'ailleurs, sans trop s'en émouvoir, prospérer sur les réseaux sociaux une campagne contre « Ali Juppé », suivie d'une autre sur les liens supposés du fondateur d'En Marche avec des islamistes.

Sens commun... et les autres

Cette "France des clochers", qui a beaucoup œuvré à la victoire du député de Paris à la primaire, a ensuite littéralement pris en main sa campagne pour la présidentielle. Très tôt, dès 2016, l'ancien premier ministre a bénéficié du soutien de toute une série de personnalités issues de la droite extrême, tels Charles Millon et Charles Beigbeder, cofondateurs de L'Avant-Garde, un « réseau collaboratif d'action politique », qui n'exclut pas l'idée d'une alliance électorale entre LR et le FN. Pendant la campagne, les deux hommes ont multiplié les réunions pour le compte de la fameuse « société civile » du candidat.

Le 16 octobre 2016, ils s'affichaient encore dans le cortège de La Manif pour tous aux côtés du maire de Béziers Robert Ménard, du président de Souveraineté, identités et libertés (SIEL) – un parti associé au FN – Karim Ouchikh, et du patron du RPF Christian Vanneste. Tout ce petit monde a commencé à se côtoyer en 2013 au sein des manifestations anti-mariage pour tous. De ce mouvement est aussi né Sens commun, un collectif dont il fut beaucoup question pendant la campagne. Présidé par Christophe Billan, on en connaît surtout la figure de proue : Madeleine de Jessey.



Madeleine de Jessey au meeting de François Fillon, au Cirque d'Hiver, le 21 septembre 2016. © Twitter/@i_car

La porte-parole de Sens commun était l'une des onze orateurs du grand meeting de la porte de Versailles. Pendant des mois et des mois, elle et ses amis ont mobilisé tous leurs réseaux derrière l'ancien premier ministre. Si le rassemblement du Trocadéro qui a permis à François Fillon de maintenir sa candidature a été un succès, c'est en partie grâce à eux. Si le QG a trouvé de nouvelles petites mains après le départ de plusieurs membres de la première équipe, c'est encore grâce à eux. En retour, le candidat LR leur a laissé prendre une place considérable dans son dispositif, allant jusqu'à envisager de faire entrer Sens commun dans son futur gouvernement.

L'influence grandissante du collectif a fait grincer plus d'une dent à droite. « L'arrivée de Sens commun au sein du parti LR a été une erreur, sa présence dans un gouvernement serait une faute », a par exemple tweeté le député juppéiste Dominique Bussereau, le 15 avril. « Je veille à ce que les principes républicains soient respectés, c'est pour ça que, comme Alain Juppé, je ne souhaiterais pas que Sens commun dicte sa ligne au gouvernement », a également commenté Jean-Pierre Raffarin. Piqué au vif, François Fillon s'est défendu en expliquant sur Europe 1 ne plus « supporter cette police de la pensée » qui considère qu'une personne de Sens commun « vaut moins qu'un supporteur de Jean-Luc Mélenchon ».

Le président du collectif est lui aussi monté au créneau, dénonçant dans les colonnes du Point, l'« hystérie » de ses détracteurs. « On désigne notre mouvement comme un mal. Or, nous appartenons aux Républicains depuis trois ans, et personne ne peut trouver un verbatim ou une prise de position qui ne soit pas compatible avec les valeurs de ce parti et de la République », assure Christophe Billan. C'est pourtant bien le même Christophe Billan qui regrettait en septembre 2016, dans Famille chrétienne, qu'on ne puisse « malheureusement pas appuyer sur un bouton et faire disparaître l'IVG ».

Certaines personnalités issues de Sens commun entretiennent un rapport pour le moins ambigu vis-à-vis de ce qu'on appelle communément la « fusion des droites ». « Dans mon département,

certains sont proches de Marion Maréchal-Le Pen », confiait un élu LR du Vaucluse à Mediapart, début avril. Fin mai 2016, c'est d'ailleurs dos à dos avec la députée FN que Madeleine de Jessey posait tout sourires en couverture d'un numéro de l'hebdomadaire Famille chrétienne titré « Les Frondeuses ».

Dans l'entretien croisé, les deux femmes devaient sur une éventuelle alliance entre leurs mouvements respectifs. Estimant que « les esprits [étaient] mûrs pour faire quelque chose de neuf à droite », la porte-parole de Sens commun lançait une perche à peine voilée à Marion Maréchal-Le Pen : « Il existerait d'autres alternatives qu'une fusion pure et simple dans le FN. Encore faudrait-il être prêt à se détacher de toute logique partisane ou dynastique... »

Encore faudrait-il, pour que cette ligne politique s'impose, que François Fillon n'essuie pas, dimanche soir, une claque électorale. Depuis quelques semaines, son entourage assure que les soutiens reviennent et que le député de Paris va, une nouvelle fois, déjouer les pronostics. Pour eux, après le trou d'air lié aux affaires, le peuple de droite se serait remobilisé, bien décidé à ne pas « se faire voler son élection », selon une expression maintes et maintes fois entendue pendant la campagne.

« Je serai au second tour », clame à qui veut l'entendre l'ancien premier ministre. De fait, François Fillon sait qu'il peut s'appuyer sur un socle d'irréductibles encore persuadés que leur champion a été victime d'une machination fomentée par l'Élysée. Pour beaucoup de légitimistes, n'importe quel candidat, pour peu qu'il ait été désigné par la droite, aurait fait l'affaire. C'est d'ailleurs pour cette raison que personne ne s'est risqué à enterrer trop tôt la candidature de l'ancien premier ministre.

En cas d'échec dimanche, « ce sera probablement un moment de vérité pour la droite républicaine », estimait en revanche auprès de Mediapart l'ancien directeur de campagne d'Alain Juppé, Gilles Boyer, fin février. « Dès qu'il aura perdu, ce sera

back home to la Sarthe et tu nous emmerdes plus. On essaiera ensuite de sauver ce qui peut l'être aux législatives... », confiait encore début mars un proche de Nicolas Sarkozy, expliquant comment la plupart des ténors de LR anticipaient déjà l'après-Fillon. Et la recombinaison quasi inéluctable de la droite française.

mediapart.fr

II) La main droite prise dans le pot de confiture des conflits d'intérêt



Par Emmanuel Riondé

L'organisation Sum Of Us s'est intéressée aux conflits d'intérêts dans la campagne présidentielle française. Leur rapport synthétique, rendu public jeudi 20 avril, témoigne de dérives alarmantes... surtout à droite.

Aucune révélation fracassante mais une multitude de faits qui, additionnés les uns aux autres et à l'avant-veille du premier tour, livrent deux informations politiques dignes d'intérêt : jamais une élection présidentielle française n'avait été à ce point concernée par « la question des conflits d'intérêt » ; et cette « question » est tout particulièrement prégnante chez les candidats du centre,

de la droite et de l'extrême-droite.

L'Organisation non gouvernementale Sum Of Us, installée dans onze pays et qui s'active pour « limiter le pouvoir grandissant des entreprises à travers le monde », a rendu public ce jeudi 20 avril une enquête intitulée « 2017, la présidentielle des conflits d'intérêt ».

Un rapport de 31 pages, réalisé par la journaliste Warda Mohamed, qui propose de revenir « sur les liens entre les principaux candidats à l'élection présidentielle française, leur équipe de campagne, et des entreprises françaises et étrangères ». Faute de temps, de moyen et convaincu que l'élection se jouera entre ces cinq candidats, Sum Of Us s'est focalisée sur les cas de Benoît Hamon, Emmanuel Macron, François Fillon, Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen.

Depuis 2013, la loi relative à la transparence de la vie publique désigne les conflits d'intérêts comme « des situations dans lesquelles une personne chargée de défendre un intérêt particulier ou général est en position — ou peut être soupçonnée d'être en position — d'abuser de sa fonction pour défendre un autre intérêt. ». Le rapport en recense 52, potentiels ou avérés, très inégalement répartis : Emmanuel Macron, François Fillon et, dans un registre plus opaque, Marine Le Pen, apparaissent en effet, et d'assez loin, les plus concernés.

Macron, Fillon, Le Pen, tiercé gagnant

Pour le candidat d'En marche ! (« qui a gagné plus de 2,8 millions chez Rothschild entre 2009 et 2012 », rappelle le rapport) et son entourage, ses liens étroits avec le monde de la finance sont mis en exergue, tout comme la pratique récurrente du « pantouflage » (quand les responsables politiques passent de l'action publique à des postes importants dans le privé). Proche de dirigeants tels que Xavier Niel (free) ou Alexandre Bompard (Fnac Darty), l'ancien « bébé Hollande », banquier d'affaire puis ministre de l'économie, est entouré d'hommes ayant fait fructifier leurs affaires dans le privé.

Dans le cas de François Fillon, ce sont les clients de sa société 2F conseil qui posent questions : le groupe Axa, dont Henri de Castries, le Pdg jusqu'en 2016, parfois « cité comme possible ministre de l'Economie et des Finances en cas de victoire du candidat de la droite ». Ou Fimalac de Marc Ladreit de Lacharrière également propriétaire de la Revue des deux mondes désormais connue pour avoir très grassement rétribué les piges de Pénélope Fillon. Un milliardaire libanais, une banque d'affaire privée ou encore Vladimir Poutine apparaissent également dans les affaires de 2F Conseil.

Marine le Pen, elle, « visée par une enquête pour « financement illégal », se trouve au cœur d'un réseau auquel s'intéresse la justice ». Un « réseau » où l'on retrouve David Rachline, le jeune maire FN de Fréjus et sa société de conseil ou le très sulfureux Frédéric Chatillon, ex-gudard, propriétaire de – ou impliqué dans - plusieurs sociétés, notamment Riwal, « principal prestataire de Jeanne, le micro-parti du FN ». Chatillon est considéré par la Justice « comme le personnage central du système organisé par le FN depuis 2011 pour ses campagnes électorales ».

Pour une "mobilisation collective" contre les conflits d'intérêt

Face à ces trois cadors, Hamon et Mélenchon font, il faut bien l'avouer, pâle figure. Pour le candidat du PS, quelques personnes de son entourage, notamment Arnaud Montebourg, avec Mathieu Pigasse et la banque Lazard, et Kader Arif, « poursuivi en 2014 après que des membres de sa famille ont été soupçonnés d'avoir été avantagés dans l'obtention de marchés publics » présentent quelques potentialités de conflit d'intérêt. Pour Jean-luc Mélenchon, ce sont ses liens de « sympathie » avec l'industriel, sénateur LR et patron de presse Serge Dassault qui sont soulignés par le rapport. Qui ajoute que « l'enquête n'a pas permis d'établir des cas de conflits d'intérêts - potentiels ou avérés - au sein de son équipe de campagne ».

Au terme de cette étude synthétique, Sum Of Us adresse 4 recommandations : mettre un terme à la « misère cachée » de la lutte anticorruption ; lutter

contre le « pantouflage », faire « sauter » le verrou de Bercy et mettre le Conseil constitutionnel à distance de toute influence des lobbies.

« Ce sont des axes qui se sont dessinés au fil de l'enquête », explique Nabil Berbour, chargé de campagne senior pour Sum Of Us, une ONG totalement indépendante des formations politiques. « On constate nous aussi que dans cette campagne, les candidats de gauche sont bien moins concernés que les autres par les conflits d'intérêts mais au-delà de ça, on reste convaincu qu'il faudra construire une mobilisation collective, un mouvement citoyen, pour avancer sur ce sujet ». À cette fin, le rapport a été transmis à plus de 500.000 personnes, membres de l'association, en France, ce jeudi, assure-t-il. A trois jours du premier tour, nul doute que la lecture en sera instructive.

regards.fr

III) 7 actions "insoumises" qui montrent que Mélenchon a mené la meilleure campagne à gauche

Le candidat doit sa remontée dans les sondages à, entre autres, l'imagination de son équipe de campagne.

Pierre Tremblay Journaliste



Ce n'est pas pour rien qu'il est la surprise de cette fin de campagne... Depuis des mois, Jean-Luc Mélenchon et son équipe ont multiplié les actions décalées pour imposer leurs idées. Une stratégie gagnante puisque le candidat s'est hissé dans le peloton de tête à quelques jours du premier tour de la présidentielle. Selon notre dernier compilateur de sondages, il récolte 19,6% des intentions de vote, derrière François Fillon (19,7%), Marine Le Pen (22,3%) et Emmanuel Macron (23,3%).

Comme vous pouvez le voir dans la vidéo en tête d'article, l'hologramme Mélenchon, la péniche "insoumise", le one-woman show politique, le tribun "youtuber", les grandes démonstrations de force en plein air, les débuts de meeting à l'extérieur de la salle ou les actions surprises chez les multinationales ont jalonné sans aucun doute la meilleure campagne à gauche. Tout cela sans compter une mobilisation extrêmement réactive et synchronisée des "Insoumis" sur les réseaux sociaux dont Le HuffPost vous détaillait récemment les coulisses.

Certes, Benoît Hamon et son équipe ont fait aussi preuve d'ingéniosité avec la "caravane du revenu universel" ou le meeting-concert place de la République mercredi (un mois après Mélenchon), mais sans parvenir à relancer une campagne minée par les multiples défections au profit d'Emmanuel Macron et un quinquennat socialiste largement critiqué.

[huffingtonpost.fr](https://www.huffingtonpost.fr)

IV) Le "gars" de la Silicon Valley qui rentre en France si Mélenchon passe

"L'utopie serait plutôt de croire que l'on peut continuer avec ce système."



Juliette Montilly

Le 17 avril, un jeune entrepreneur de 31 ans s'est fait remarquer pour le texte qu'il avait publié sur Medium : « Entrepreneur dans la Silicon Valley, je rentre en France si Jean-Luc Mélenchon est élu ».

Le lendemain, Jean-Luc Mélenchon parlait de lui pendant son "multi-meeting" par hologrammes : « En France nous sommes une nation de pointe dans tout ce qui concerne le numérique. Ce grand pays est productif, intelligent, imaginatif, et on y vient de toutes parts pour travailler avec nous. Il y a même un gars là-bas à la Silicon Valley, il a dit 'si Mélenchon est élu, je reviens' : bravo, bienvenue ! »

Ce « gars là-bas », c'est Mehdi Medjaoui, ancien du programme "HEC Challenge +" et de l'INSA Lyon, co-fondateur de la société OAuth.io qui fabrique un outil d'intégration de protocoles de sécurité dans les applications web et mobile.

Ni encarté dans un parti politique, ni membre d'une équipe de campagne – même s'il avoue avoir été sur Discord/France Insoumise pour relayer son texte – l'entrepreneur, on vous prévient, affiche clairement son soutien au représentant du mouvement de la France Insoumise.

Il nous a expliqué pourquoi.

« Avoir une vision »

Pour Mehdi Medjaoui, être entrepreneur, quelque part c'est être un « contestataire de l'ordre établi, insatisfait de l'existant, insoumis ».

Les entrepreneurs seraient aujourd'hui les seuls à avoir une vision sur le long terme. Les seuls vrais hommes politiques de l'époque après tout.

Ces derniers semblent avoir perdu, peut-être oublié, toute capacité à penser sur le temps long. Pourtant n'est-ce pas cela que l'on demande à ceux qui nous gouvernent : un projet d'avenir, une vision ?

Mehdi Medjaoui s'explique :

« Au fil du temps, nous avons toujours trouvé des moyens pour garantir une certaine continuité du pouvoir : la monarchie, les constitutions... Aujourd'hui, le système politique ne permet plus ça, en politique on arrive pour déconstruire ce que l'autre a fait avant nous. »

« Les entrepreneurs eux, pensent et développent les innovations qui permettent la mutation de la société, ce sont eux qui imaginent les projets d'infrastructures sur le très long terme. »

C'est sur ce terrain que Mélenchon déclenche un enthousiasme inespéré chez notre entrepreneur.

« L'idée d'une VIème République, du peuple qui se reconstitue autour de la volonté d'un destin commun, qui se retrouve autour d'idées comme l'écologie, pour moi ce serait un nouvel âge des Lumières, marqué par la maîtrise du temps long. »

Il ajoute :

« Il faut un investissement à court terme, et un investissement sur le long terme, en investissant sur les nouvelles énergies et en créant un marché de pointe.

Je suis d'ailleurs pour une marque 'Europe' qui imposerait un haut niveau de qualité. Un protectionnisme par le haut en fait, et non pas un protectionnisme nationaliste comme certains tentent de le faire croire. »

Chars soviétiques

Mehdi Medjaoui jure que son enthousiasme est partagé :

« Je pensais être minoritaire dans mon milieu, mais étonnamment, plus j'en parle, plus j'apprends que mes connaissances entrepreneurs soutiennent aussi le projet de Jean-Luc Mélenchon. »

Il est vrai que pour beaucoup de monde encore, c'est contre-intuitif. Mélenchon et son mouvement, certains vont encore s'imaginer les chars soviétiques et Chavez qui débarquent sur le Champ-de-Mars.

Pas pour Mehdi Medjaoui, pour qui soutenir le candidat de la France Insoumise, c'est soutenir la mise en place des conditions propices à « une in-

frastructure de l'intelligence collective, numérique, technologique, financière, juridique, fiscale et écologique ».

Et à ceux qui ne cessent de rabâcher que tout cela n'est qu'utopie, Mehdi Medjaoui répond :

« L'utopie serait de croire que l'on peut continuer comme ça, rester dans ce système. La ruine est déjà là, ça ne fonctionne plus et on le sait, alors de quoi a-t-on peur ? »

Avoir une vision, c'est bien mais ce n'est pas suffisant. Alors le plan c'est quoi, et pourquoi ça pourrait marcher ?

La relance (classiques et libéraux s'abs-tenir)

Le plan, c'est la relance par la demande et l'investissement. Brrr. (À ce stade, nous avons sûrement déjà perdu quelques lecteurs.)

La relance, c'est une politique conjoncturelle qui a pour but de relancer l'économie, booster la croissance, lutter contre le chômage etc.

Dans la théorie keynésienne, la politique budgétaire de relance consiste à augmenter les dépenses publiques, quitte à s'endetter, afin de faire jouer le multiplicateur.

Dit de manière simple : en augmentant le revenu des ménages, leur consommation va augmenter, impactant positivement les carnets de commande des entreprises, qui vont alors devoir embaucher, et les recettes fiscales de l'Etat augmentent... C'est une boucle vertueuse.

La politique de relance proposée par Jean-Luc Mélenchon est, selon Mehdi Medjaoui, d'une politique pleine de bon sens. Il s'enthousiasme :

« Dans une économie de marché, augmenter le salaire de son prochain est la meilleure garantie de conserver le sien. Un peu comme Henry Ford, qui disait qu'il fallait qu'il augmente les salaires des ses employés pour qu'ils puissent s'acheter les voitures qu'ils produisent. »

Le capital humain

Cette relance, selon Mehdi Medjaoui, doit également passer par l'investissement dans le capital humain, « le vrai capital ».

Dans « Human Capital » (1964), Gary S. Becker (prix Nobel d'économie en 1992), définit le capital humain ainsi : « l'ensemble des capacités productives qu'un individu acquiert par accumulation de connaissances générales ou spécifiques, de savoir-faire etc. ».

Investir dans le capital humain, c'est investir dans les systèmes d'éducation et de santé. Une tendance que l'on trouve dans le programme de l'Avenir en commun avec notamment l'embauche de professeurs et d'éducateurs, la création d'une allocation étudiante, le remboursement total des soins de santé...

Comme le souligne Mehdi Medjaoui, avec la Nouvelle économie liée à l'essor des technologies, le capital humain n'a jamais été aussi important : « Ce n'est plus le travail qui paye, mais le bon travail. De plus en plus, la valeur créée est décorrélée du travail. Par exemple à Apple, un employé rapporte en moyenne plus de 2 millions de dollars par an. C'est le futur : il faut une société d'ingénieurs, de personnes éduquées, formées. »

Et puis :

« Le numérique est en train de tout changer, les métiers de l'industrie sont amenés à disparaître avec la robotisation, comme c'est le cas pour l'agriculture. Je ne pense pas en revanche que les emplois vont disparaître : on se dirige vers une société de services, avec des métiers du 'care'. »

C'est cette transition qu'il faut, selon lui, accompagner. Et pour cela, il faut aider tout le monde à avancer « ce qui n'empêche pas de faire des champions ». À ce sujet, Mehdi Medjaoui insiste sur la faiblesse du tissu d'investisseurs dans notre pays :

« En France, on n'a pas de 'business angels' comme à San Francisco : les tickets moyens tournent entre 10 et 20 000 euros, ce qui n'est pas

énorme pour un entrepreneur. Nous avons un gros problème d'accès au capital, avec une Banque Publique d'Investissement qui ne finance que sur fonds propres. »

Notre entrepreneur soutient donc (aussi) le projet de Jean-Luc Mélenchon de confier une licence bancaire à la BPI, de façon à ce qu'elle puisse dégager plus de fonds à mettre à contribution des projets des entrepreneurs.

Il suggère également une solidarité intergénérationnelle, par laquelle les générations anciennes disposant de beaucoup de capital, financent les jeunes qui ont des idées :

« Aujourd'hui ce n'est plus 'si jeunesse savait et si vieillesse pouvait', mais plutôt l'inverse. »

Tranche d'impôt 100%

Il y a un consensus sur le constat du creusement des inégalités et la nécessité d'un meilleur partage des richesses, ce que nous explique Thomas Piketty dans « Le Capital au XXI^e siècle ».

Et pourtant, malgré ce consensus, malgré les solutions qu'on connaît, les inégalités ne cessent de se creuser, c'est toujours le même rapport de force. Mehdi Medjaoui :

« Je ne comprends pas en fait, que des gens aussi intelligents, qui en sont à ce niveau, se trompent à ce point et fassent de graves erreurs de jugement. »

Mehdi Medjaoui est favorable à la hausse du SMIC et des minima sociaux, qui favorisent les ménages les plus modestes, dont la propension à consommer en fonction de leur revenu est la plus élevée.

Avec Mélenchon, la redistribution des richesses passe aussi par les impôts : le mouvement de la France Insoumise propose de passer de 5 à 14 tranches d'impôts, afin de lisser l'effort sur les plus riches, et même jusqu'à 100 % au dessus de 360 000 euros (30 000 euros par mois). Mehdi Medjaoui répond :

« À ceux qui pensent que cette proposition est un

frein à l'entrepreneuriat, je vous dis : détrompez-vous. Avec 30 000 euros par mois en France comme revenu maximum, cela fait près de 15 millions d'euros sur une vie de travail de 42 ans. C'est statistiquement plus que peuvent l'espérer 99 % des entrepreneurs. »

Et aussi :

« Pour les quelques-uns qui rêvent encore d'être milliardaires, c'est qu'ils ne connaissent pas leurs probabilités, car ils n'ont que 0,00006 % de chance de le devenir. Ils ont plus de chance d'être frappés par la foudre. »

De la Dés-Union Européenne à l'Europe Politique

Mais on peut s'interroger : dans une économie mondialisée, et vu l'état actuel de l'Union Européenne, est-ce que tout ça peut fonctionner ?

La mesure phare de Jean-Luc Mélenchon, qui conditionne le bon déroulement de ce programme économique finalement, c'est la renégociation des traités européens.

Mesure phare, mais surtout qui effraie : « Mélenchon veut sortir de l'Europe », « Mélenchon est souverainiste »...

Mehdi Medjaoui, qui aime à parler de "Dés-Union Européenne" pour évoquer la situation actuelle, pense qu'il faut en finir avec la compétition (dumping fiscal de l'Irlande, délocalisation de l'Allemagne) et coopérer en fonction des besoins différents de chaque pays, si l'on veut retrouver l'équilibre :

« Il faut revenir à une Europe politique où les Etats coopèrent pour parler d'une seule voix au niveau diplomatique, industriel, scientifique, agricole, éducatif, de santé publique, et qui s'harmonise, vers le haut, au niveau social et fiscal. L'économie, c'est un instrument important, mais qui n'est pas suffisant à créer une vraie union. »

Un collectif de 80 économistes – parmi lesquels Michel Aglietta, Philippe Askenazy et Edwin Le Héron – s'était prononcé dans ce sens l'année dernière, « pour sortir de l'impasse économique » en Europe.

"C'est sérieux"

Pour Mehdi Medjaoui le mouvement de la France Insoumise incarne un espoir, une alternative crédible, face aux politiques passéistes qu'on nous sert depuis des années.

"Avec Mélenchon, on prend une bifurcation, il est vrai très à gauche, et je comprends que pour des raisons d'histoire politique, certains aient peur de son programme. Ce n'est pas mon cas. »

« S'il est élu, il faudra tenir pendant une période d'adaptation sûrement un peu dure. Mais vous verrez, ceux qui ont peur aujourd'hui reviendront en voyant que c'est sérieux, que ça marche."

Juliette Montilla Journaliste

tempsreel.nouvelobs.com



L'OB'S

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue.eu